

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

LES FRONTIÈRES DE L'EUROPE

Manlio Contri

«Défenseurs de la frontière orientale», tel est le titre que les Roumains arborent avec le plus d'orgueil quand on parle du rôle politique et spirituel de leur pays dans le contexte de l'Europe.

Ce rôle de défenseurs naturels de la frontière orientale a des racines lointaines, même si la date la plus certaine peut se situer au début du deuxième siècle de l'ère chrétienne, quand la Roumanie, alors l'antique *Dacia*, conquise entre les années 102 et 106 par les légions romaines de Trajan, accueillit la langue de Rome et en absorba la civilisation pour se transformer en un rempart avancé qui arrêtait les hordes barbares qui, provenant des profondeurs de l'Asie, tentaient de déferler sur l'Europe.

Tout parle encore, en Roumanie, de Rome, des Thermes de Dobreta à l'amphithéâtre de Sarmisigetusa, de la masse imposante du monument à Trajan à Adame-lissi en Dobroudja, au pont sur le Danube projeté par Apollodore de Damas.

De nos jours, encore, les paysans roumains disent avec fierté «sunt roman» et appellent la voie Lactée, la voie de Trajan, la voix de Trajan le bruit de tonnerre; ils rappellent dans la danse de Calusari, le rapt des Sabines.

Sous la conduite de Trajan, la Dacie romaine fut organisée d'une façon admirable du point de vue tant civil que militaire et le peuple fournit à Rome plus d'un empe-reur.

Quand, en 260 apr. J.-C., l'empire entama son déclin et que les légions romaines se retirèrent de ce qui était appelé, alors, la «Dacia felix», les hordes barbares des Teutons, des Vandales, des Huns, des Goths, des Wisigoths et des Ostrogoths se jetèrent sur cette riche province romaine et procédèrent à des destructions et des pillages.

Ce désastre se poursuivit pendant toute la moitié du deuxième millénaire. Bulgares, Tartares et Turcs continuèrent les invasions et il sembla que tout ait été détruit. Villes et monuments disparurent; les organisations politique, militaire et administrative furent balayées. Seul ne survécut chez le peuple roumain que le germe spirituel, la langue et le sentiment d'appartenir à un monde qui opposait la civilisation à la barbarie de la marée slave.

La fierté de l'héritage de Rome et la conscience d'être le dernier rempart civilisé de l'Est européen, contre lequel s'affaiblissait la poussée des peuplades asiatiques ont survécu au cours des siècles et sont encore vivantes chez chaque Roumain.

En 1465, Etienne le Grand, prince intrépide de la Moldavie, affronta l'invasion des Turcs conduits par le terrible Méhémet II qui avait déclaré que son cheval aurait mangé son avoine à Rome sur l'autel de l'Apôtre Pierre.

Etienne leur infligea une défaite sévère et le pape Sixte pleura de joie quand il reçut en don les étendards arrachés aux Turcs; il

appela Etienne «Athlète du Christ» et le déclara le défenseur suprême du christianisme et de la civilisation pour avoir

défendu, en combattant, l'Europe pendant quarante ans, en remportant quarante victoires et en bâtissant quarante églises.

Le siège de Vienne

Un autre épisode lumineux de cette mission du peuple roumain défenseur des frontières orientales de l'Europe a été récemment rappelé lors des manifestations solennelles qui se sont déroulées à Vienne au cours du mois de septembre de cette année, pour célébrer le troisième centenaire de cette bataille historique qui se déroula près de cette ville assiégée par les Turcs.

Dernière fortification de la chrétienté, Vienne était sur le point de succomber; c'est alors qu'accoururent à son aide et pour défendre la chrétienté de l'Europe, les peuples des frontières: les Polonais et les Roumains.

Pour commémorer leur participation à ce grand événement, les Roumains ont organisé dans la capitale autrichienne, du 7 au 12 septembre dernier, un grand symposium international sur le thème «Les Roumains, défenseurs de l'Europe» pour rappeler Sherban Cantacuzène, prince de Valachie, qui organisa et conduisit contre les Turcs trente et un régiments de cavalerie moldave.

Les armées chrétiennes accourues pour aider Vienne étaient réunies sous le commandement de Jean Sobieski, roi de Pologne.

La cavalerie, conduite par le prince Cantacuzène, se battit, en particulier, près de la forêt de Schönbrunn où, pour rappeler sa victoire contre les Ottomans, le prince dressa plus tard une croix monumentale avec une inscription en latin qu'il dicta lui-même.

La participation à la victoire chrétienne sur les Turcs permit aux principautés roumaines d'entamer des actions diplomatique et politique qui renforcèrent leurs structures et de formuler, en outre, un modèle d'organisation autonome qui idéalisait déjà l'unité et l'indépendance nationale.

Le Symposium, au cours duquel a été inauguré un buste en l'honneur du prince Cantacuzène, a souligné qu'au cours des siècles rien n'a changé dans la ferme mission des Roumains de défendre les valeurs de la culture et de la civilisation européenne, dont ils se sentent une partie intégrante dès l'origine.

La vocation européenne de la Roumanie

Ont participé à ce Symposium, des représentants des communautés roumaines du monde entier.

Au cours du débat, vaste et approfondi, articulé par sections de travail, celle de l'histoire, magistralement présidée par le Professeur Josif Constantin Dragan, a mis en lumière le fait que cette conscience de «défenseurs des frontières» a toujours conservé vivant chez les Roumains non pas tant le désir, mais bien le besoin d'avoir derrière eux une Europe unie, dont leur nation constitue une partie intégrante, capable d'apprécier leurs actions défensives d'autrefois et de leur apporter la sécurité et un soutien, pour le seul fait qu'en étant unie, elle constituerait une puissance mondiale sous ses aspects.

Et c'est certainement l'esprit de cette conscience et le sens de la maturité latine qui inspirent le gouvernement roumain actuel à refuser le principe soviétique de la «souveraineté limitée», à se battre à Helsinki pour que soient respectées les nations, à conditionner son adhésion au Pacte de Varsovie, à frapper - en vain, malheureusement - à la porte de la C.E.E., à refuser l'installation de missiles et à être parmi les pays de derrière le rideau de fer, le seul et unique défenseur de la paix.

Rome, octobre 1983.

Manlio Contri

Rubrique: Conseil de l'Europe

SYMPOSIUM INTERNATIONAL «CANTACUZENE»

La commémoration de Sherban Cantacuzène et de la victoire chrétienne et européenne contre les armées ottomanes représentent une opportunité de réflexion historique particulièrement significative pour l'Europe d'aujourd'hui.

Le prince de Valachie peut être considéré le symbole de la défense des valeurs historiques, culturelles et morales communes à tous les peuples européens, au-delà et au-dessus de toutes les diversités qui peuvent les séparer.

Avec le Symposium Cantacuzène, les Roumains ont retenu nécessaire de souligner combien est encore vif ce patrimoine spirituel et quelle importance revêt sa mise en valeur dans la construction d'une Europe unie.

Les quelques lignes qui précèdent représentent, en synthèse, le message contenu dans le discours du Pr J.C. Dragan, Président d'honneur de ce symposium, que nous reportons ci-après.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

En qualité de président d'honneur de ce symposium et en tant que Roumain, Européen et, pourquoi pas, en tant qu'ancien ressortissant, bien que pour peu de temps, de la grande Autriche, j'ai l'honneur de vous donner la bienvenue à l'inauguration solennelle du 300^e anniversaire du rejet de l'attaque de l'armée ottomane à l'époque où toute l'Europe courait un très grand danger. Toute notre culture et toute notre civilisation européennes auraient pu tomber sous la domination de l'Orient. La paix en Europe n'a été obtenue qu'après de graves tensions politiques et des guerres, tout comme, autrefois, pour l'empire romain!

A cette époque l'Europe n'était pas unie et elle le resta jusqu'à nos jours, en ce qui concerne, tout au moins, la défense du territoire. La France a, à ce propos, une grosse responsabilité, de même que les grands Etats du 17^e siècle qui, au-delà des belles paroles et des grands discours n'ont, en effet, apporté aucune aide. Ce furent les petits et moyens Etats près de Vienne qui défendirent l'Europe de plusieurs manières différentes. Ce furent les troupes autrichiennes, vénitiennes, roumaines et polonaises du roi Jean Sobieski (la Sainte-Alliance), pour lesquelles combattaient également des milliers de cavaliers volontaires des principautés de Roumanie provenant de la Moldavie; ce furent les soldats du comte Charles

de Lorraine. Mais l'aide la plus précieuse fut apportée par ces Etats qui, en tant qu'Etats vassaux, étaient les «Alliés officiels» des Turcs, c'est-à-dire les principautés roumaines suivantes: la Moldavie sous la conduite du prince Duca, la Transylvanie, la vieille Dacie qui, bien que toujours habitée par les Daco-Romains, était gouvernée par un prince étranger, Michel I^{er} Apafi et, «last but not least», en qualité surtout d'activistes, la Valachie du prince Sherban Cantacuzène.

Sherban Cantacuzène, successeur de l'empire de Byzance, tombé en l'an 1453, a probablement compris que l'Europe devait être défendue à Vienne. C'était un fin diplomate et un habile stratège; il disposait, en outre, d'un bon service d'informations, qualités qui, pourrait-on dire, étaient les mêmes que celles de troupes bien entraînées. Que pourrait obtenir le meilleur général avec ses soldats, s'il ne dispose pas d'informations sur l'entité et les mouvements des armées ennemies? Rien d'autre que de perdre la bataille avec de grosses pertes en hommes et en matériel.

Sherban Cantacuzène souhaitait la libération de la domination ottomane: désir séculaire et espoir de tous les Roumains depuis l'époque de Mircea le Vieux, de Stefan le Courageux, de Michel le Sage, personnages représentés, entre autres, dans les fresques du monastère de la Bukovine, que l'on peut admirer encore de nos jours.

Il encouragea toutes les populations sud-orientales sous la domination ottomane et estimait que la première bataille pour atteindre ce but ancien et noble avait déjà été livrée avec la défense de Vienne le 9.12.1683. Bien que les régions roumaines n'aient jamais été occupées, comme l'avaient été les régions hongroises après 1526, leur tribut fut tout autant intolérable.

Le prince roumain persuada diplomatiquement le grand vizir Kara Mustafa de diminuer le tir sur Vienne. Il aurait pu ainsi offrir à son sultan un beau butin encore intact et il conseilla au Pacha de Buda de ne pas faire tomber Vienne pour ne pas perdre sa propre autorité et son influence. D'autre part, Sherban Cantacuzène, qui se trouvait avec 4000 soldats dans le campement turc, chargea ses canons avec de la paille pour allumer le feu, mais sans causer de dommages aux armées chrétiennes.

Il informa, en outre, les généraux chrétiens des mouvements et des intentions des troupes turques et conseilla au comte Stahrenberg, commandant la défense de Vienne, d'opposer résistance et de ne pas se rendre aux Turcs, car, en effet, ces derniers auraient épuisé leurs munitions au bout de trois heures. Il l'informa également que les secours seraient bientôt arrivés. D'autre part, il pria le roi Sobiesky et le comte de Lorraine de solliciter l'arrivée des armées pouvant aider Vienne au plus tôt. Le général de l'empire, Wallenstein, qualifia cette aide de «belle action que son Altesse a accomplie pendant le siège de Vienne».

Sherban Cantacuzène posa, p^{res} de l'actuel château de Schönbrunn, une grosse croix avec l'inscription latine: «Aucun chrétien ne combattra contre des chrétiens», en souvenir des actions valeureuses des Roumains.

Son blason était presque identique à celui de l'empire romain: un aigle à deux têtes. Il se considérait comme l'héritier et le successeur de cet empire.

Que sont-ils, aujourd'hui, les Roumains, si ce n'est que les derniers restes de l'empire romain? C'est le seul peuple qui conserve encore dans sa langue la grammaire latine et qui porte dans son nom le mot sacré «Rome».

Notre symposium pour le 300^e anniversaire de la libération de Vienne et de l'Europe des Turcs est célébré par les Roumains! Que doivent faire les autres nations? Les Polonais ne sont certes pas dans les conditions de la fêter. Mais demain nous accueillerons à Vienne le premier et le plus valeureux des Polonais, sa Sainteté le pape Jean-Paul II; cette visite doit également avoir ce sens-là, ce qui nous rend particulièrement heureux.

Je suis convaincu que nous tous célébrerons, un jour ici, dans notre Vienne, capitale idéale de l'Europe, l'unité de l'Europe quant à la culture, l'éducation, l'économie et la défense.

J.C.D.

1683: L'EUROPE RESTE CHRETIENNE

La visite du souverain pontife Jean-Paul II à Vienne, en septembre dernier à l'occasion de la célébration du «Katholikentag» avec toutes les communautés catholiques d'Autriche, a coïncidé avec la célébration du 300^e anniversaire de la victoire des armées chrétiennes sur les armées de l'empire Ottoman qui avaient pris d'assaut, en 1683, la ville de Vienne et menaçaient d'imposer à l'Europe la foi musulmane.

Le Saint-Père, après avoir rappelé cet événement historique et avoir souhaité à l'Autriche et aux pays avoisinants une paix chrétienne et durable, a longuement parlé de l'unité de l'Europe, de son histoire, de sa culture et de la religion chrétienne qui constituent les principaux composants de cette unité.

B.E.

L'AUTRICHE: UN EXEMPLE POUR L'EUROPE

(extrait du discours de Jean-Paul II à Vienne)

Cette fête solennelle et européenne à l'occasion du «Katholikentag» autrichien, attire, aujourd'hui, notre regard au-delà de toute frontière naturelle, nationale et artificielle sur toute l'Europe, sur tous les peuples de ce continent, de l'Atlantique à l'Oural, de la mer du Nord à la Méditerranée. Située au coeur de l'Europe, l'Autriche a, tout particulièrement, partagé et contribué à ses destins. Elle a montré, d'une façon exemplaire, comment une variété de peuples peut cohabiter dans un espace restreint, non sans problèmes, d'une façon créative, en trouvant une unité dans la multiplicité: sur le territoire de cette petite Autriche actuelle, des caractéristiques typiques de Celtes et de Romains, de Germains et de Slaves sont profondément gravées et vivantes dans la population. L'Autriche est, en cela, un miroir et un modèle pour l'Europe.

Ce qui a conduit le continent européen vers l'unité dans la variété a été surtout la diffusion d'une unique foi chrétienne. Les voies des missionnaires et des pèlerins chrétiens ont pacifiquement réuni les pays et les peuples de l'Europe.

Leurs pèlerinages n'ont pas seulement tenu vivant, dans toute l'Europe, le pieux souvenir de la Mère du Seigneur, des Apôtres et des Saints, mais ils ont également encouragé l'entente réciproque entre des peuples et des nations si différents. Ils ont ainsi contribué à créer l'identité de l'Europe.

UNE EUROPE UNIE PAR LA FOI EN LE CHRIST

L'unité culturelle du continent européen, qui se poursuit, malgré toutes les crises et toutes les scissions, ne peut pas être comprise sans le contenu du message chrétien. Cette unité, moulue d'une façon merveilleuse avec l'esprit antique, constitue un héritage commun,

auquel l'Europe doit sa richesse et sa force. L'essor florissant de l'art et de la philosophie et de la culture de l'esprit. Dans le cadre de cet héritage spirituel et chrétien, l'image chrétienne de l'homme a tout particulièrement déterminé la culture européenne.

C'est ainsi que la conséquence logique a été que la formulation et la proclamation des droits humains proviennent de l'Occident.

Posons de nouveau, sur cette Europe unie et formée par la foi en Jésus-Christ, le signe de la Croix; car «la Croix signifie espérance».

MOMENTS LUMINEUX, MAIS EGALEMENT SOMBRES ET TERRIBLES

Personne ne peut fermer les yeux devant le fait que l'histoire européenne n'a pas eu que des moments lumineux, mais également des moments terribles, qui sont inconciliables avec l'esprit de l'idée de l'humanité et du message de joie de Jésus-Christ. C'est trop souvent que les Etats et les partis ont provoqué des guerres avec haine et cruauté. Trop souvent les hommes ont été privés de leur patrie; ils ont été expulsés ou contraints de fuir à cause de la misère, de la discrimination et de la persécution. Des millions d'hommes ont été assassinés à cause de leur race ou pour leurs idées ou, tout simplement, parce qu'ils gênaient les autres. Il est déprimant de voir que des chrétiens également faisaient partie de ceux qui opprimaient et persécutaient leurs prochains.

Des scissions religieuses ont tracé des limites et des frontières même dans l'Eglise unique du Christ. A des intérêts politiques et des problèmes sociaux sont venus s'ajouter des luttes, des oppressions, des constrictions et des expulsions de ceux qui professaient une autre foi. En qualité d'héritiers de nos pères, nous portons également sous la Croix cette Europe chargée de fautes.

1683: COLLABORATION EUROPEENNE EXEMPLAIRE DANS LA DEFENSE DE VIENNE

L'Autriche actuelle - et malheureusement ce n'est pas le cas de toute l'Europe! - est libre de la domination étrangère et de la violence de la guerre. Quelle différence positive et mémorable par rapport à quelques époques précédentes et, en particulier, à l'année 1683. Cette année-là est une date importante non seulement pour l'histoire autrichienne, mais également pour celle de l'Europe.

Il est bien connu qu'il y a 300 ans de cela, les troupes de l'Empire Ottoman assiégèrent cette ville, comme en 1529, avec une grande supériorité de forces. Le passage de ces armées était caractérisé par la terreur, par les incendies, par les massacres et par les déportations; la misère, les lamentations, la souffrance étaient indicibles. Le courage des défenseurs de Vienne provenait de leur foi, de la prière et de la conviction de combattre non seulement pour leur pays, mais aussi pour l'Europe et pour le Christianisme. C'est au pape que revient le devoir de rappeler que son prédécesseur de cette époque-là, le bienheureux Innocent IX, a soutenu avec efficacité l'Autriche et ses alliés avec des subventions, des aides diplomatiques et un appel à la prière adressé à la chrétienté. Qu'il soit permis, au pape polonais également, de parler avec une commotion particulière du roi Jean Sobiesky à la tête de ses troupes qui se portèrent au secours de Vienne pour l'aider à la libérer, en un moment où les héroïques défenseurs de la ville, désormais à l'extrême de leurs forces, pouvaient éviter l'occupation. Il est juste de rappeler avec admiration les défenseurs et les libérateurs de Vienne qui ont opposé une résistance à cette attaque avec une collaboration exemplaire.

Après avoir rappelé les horribles cruautés perpétrées par les armées turques comme par les armées chrétiennes, le pape a répété que la langue des armes n'est pas la langue du Christ. Il existe des cas où la lutte armée est un mal inévitable, mais dans ce cas, également, l'impératif chrétien de la miséricorde est contraignant; c'est la raison pour laquelle on ne doit pas commémorer aujourd'hui une victoire, mais la conquête de la paix.

Jean-Paul II a poursuivi: «Le testament de l'avènement décisif de 1683 laissé aux Egli-

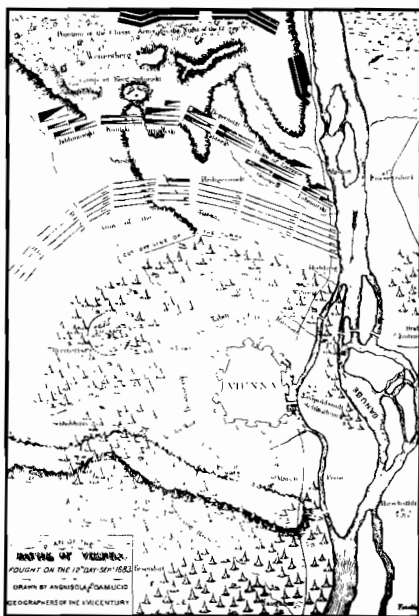
ses chrétiennes contient surtout l'exigence de la paix religieuse - la paix entre les héritiers d'Abraham et l'unité entre les frères de Jésus-Christ. Les disciples de Mahomet qui campaient, à cette époque, devant les portes de Vienne comme ennemis, vivent de nos jours au milieu de nous et il n'est pas rare qu'ils offrent l'exemple dans leur adoration fidèle au Dieu unique. La communauté juive qui vivait, à cette époque, d'une façon profitable, avec les populations européennes et qui est maintenant si tragiquement décimée, nous exhorte, pour cette raison justement, à saisir toute possibilité de rapprochement humain et spirituel. La fracture entre les chrétiens qui eut, en 1683, des effets tragiques jusque même dans la politique, est aujourd'hui un prétexte et un rappel à une communauté consciente dans la rencontre et dans la prière.

RESPONSABILITE COMMUNE POUR LES CHRETIENS DE L'EUROPE

Le pape a conclu en précisant que le souvenir de la bataille de Vienne de 1683 et la célébration du «Katholikentag» devraient rappeler surtout «les chrétiens à leur responsabilité commune pour l'Europe et leur inculquer un nouveau courage pour un engagement de sacrifice pour la paix et pour la justice, pour les droits humains et la solidarité entre les peuples».

En cette même occasion - a déclaré Jean-Paul II - j'ai exprimé l'espoir que «naisse de votre «Katholikentag» une réflexion chrétienne sur les racines spirituelles communes et profondes de votre patrie et de toute l'Europe». Chacun de vous est appelé à apporter sa contribution personnelle dans le lieu où il se trouve et selon ses propres possibilités. Nous, les chrétiens, avons le devoir - qui nous vient du plus profond de notre foi et de l'engagement solidaire pour le bien des hommes et de la société - de témoigner qu'il n'y a de véritable espérance que dans la Croix - pour l'individu, pour son propre pays, pour l'Europe et pour l'humanité toute entière.

Vienne, septembre 1983.



Position des armées turques et chrétiennes autour de Vienne le 12-9-1683.

LES OBJECTIFS ET LES METHODES DE LA POLITIQUE SOVIETIQUE VIS-A-VIS DE L'EUROPE

Allocution de l'Ambassadeur Federico Sensi

Bon nombre de personnes se demandent comment peut-on parler, aujourd'hui encore, de guerre et même de guerre nucléaire. J'essaierai de répondre en partant d'un point de vue soviétique. Andreï Sakharov a récemment écrit: «Je sais que les sentiments pacifistes sont très profonds en Occident. Je partage pleinement ces sentiments. Mais il faut absolument être conscient des réalités politiques et militaires spécifiques de nos jours. Personne ne devrait se baser sur des suppositions aprioristes quant à une nature pacifique des pays socialistes. La réalité objective est bien plus compliquée. La possibilité d'un événement dramatique ne peut pas être exclue».

Bon nombre d'entre vous connaissent certainement les données publiées par les institutions et les gouvernements compétents sur les armements soviétiques; c'est une documentation précise, basées sur l'observation directe. Mais je désire, encore une fois, avoir recours aux sources soviétiques. Outre les affirmations officielles, explicites et menaçantes, qui ne contiennent, cependant, aucune révélation précise, nous constatons, d'après les données soviétiques, l'écrasante supériorité conventionnelle de l'URSS et son dispositif nucléaire et spatial très diversifié. Le rapport des forces est le résultat d'éléments non seulement quantitatifs mais aussi qualitatifs. La diversité des engins et des méthodes, la vulnérabilité respective, le perfectionnement technique et le calcul des coûts constituent un ensemble d'une complexité énorme qui rend difficile toute confrontation exacte. Mais il ne suffit pas de calculer les moyens, il faut également évaluer la volonté politique de les utiliser.

Il n'est naturellement pas de mon ressort d'examiner les aspects militaires et stratégiques du problème: je laisse donc cette analyse aux techniciens.

Ceci étant dit, il est évident que l'on se demande si tout cela est vrai et pourquoi l'URSS s'est engagée, depuis les années soixante-dix (les années de la détente) dans une course aux armements. La réponse exigerait une longue analyse, mais je me limiterai à quelques brèves indications sommaires. L'homme russe a une tendance innée à l'expansion, il se sent chargé d'une mission historique qui l'amène à se considérer comme le porteur d'une palingénésie universelle. La conquête territoriale est, chez lui, un instinct inné, cependant toujours voilé par une idéologie: pendant de nombreux siècles, l'Orthodoxie et ensuite le Panslavisme, la Sainte-Alliance et enfin le Communisme. C'est ainsi que la Sainte Russie s'identifie à l'Union soviétique; le testament de Pierre le Grand et la Constitution de 1773, indiquant tous les deux au peuple russe son devoir idéologique et impérialiste que Catherine II commença à réaliser par la division de la Pologne.

Il y a plus d'un siècle de cela, Tocqueville déclara, avec une vision prophétique, que la Russie aspirait à la domination de l'Europe et que l'Amérique était la seule force en mesure de l'arrêter.

Lorsqu'on arrive à la phase communiste, on constate que l'empire soviétique et la mystique idéologique, que l'Etat et le Parti forment un tout et que la coexistence pacifique n'est qu'un instrument qui favorise l'expansion.

Avec l'accord Ribbentrop-Molotov, Staline poursuit la politique soviétique traditionnelle à la veille de la Seconde Guerre mondiale, qui n'a jamais vu une véritable alliance, mais plutôt deux guerres parallèles, avec des fins totalement diverses. L'alarme suscitée en Europe par la politique soviétique pendant l'après-guerre détermina la formation d'entités européennes plurinationales et inter-atlantiques. Mais l'Europe a perdu, au cours des années, de nombreuses occasions, à commencer par la non-réalisation de la CED et n'a pas été en mesure de créer cette unité politique, économique et militaire que ses pères fondateurs, De Gasperi, Adenauer et Schuman, avaient préconisée.

Les Soviétiques n'ont jamais cru à l'unification européenne et n'ont jamais considéré l'Europe comme un partenaire. Ils ont préféré négocier avec les gouvernements individuels qui les ont aidés politiquement et économiquement. Mais chose plus grave, les Soviétiques, profitant de la détente, renforçaient rapidement leur potentiel militaire et pratiquaient une politique d'expansion globale au niveau planétaire qui impliquait une menace d'encercllement de l'Europe et son étouffement économique, en partant, surtout, du Moyen-Orient et des voies maritimes correspondantes. C'est dans ce contexte que se situe le déploiement des SS 20.

Un rétablissement de l'équilibre devint alors urgent, comme l'avait déjà signalé le Chancelier Schmidt, mais il a été perdu trop de temps avant la décision de l'OTAN en 1979 et après. En réalité, la décision de négocier avec les Soviétiques avant de commencer l'installation des euromissiles a été une erreur, aggravée par de nombreuses indécisions, d'autant plus que l'on négociait dans une position d'infériorité. On comprend ainsi la raison pour laquelle tous les efforts pour un compromis se sont enlisés devant les réactions constamment négatives des Soviétiques. Moscou est toujours disposé à négocier, mais dans le seul but d'arracher des avantages supplémentaires; dans le cas contraire, il interrompt tout contact, comme le menace, maintenant, Andropov, bien qu'il ne s'agisse que d'alternances voulues pour lasser l'adversaire. Un exemple typique est le Traité de Paris pour le Viêt-nam. Les Viêt-congs et les Nord-Vietnamiens poursui-

vaient leur avance pendant les négociations et violèrent, ensuite, le traité. C'est pratiquement ce qui s'est produit pendant les négociations pour les euromissiles: l'URSS a multiplié ses SS 20 et a annoncé l'installation d'engins nucléaires en Allemagne Orientale et en Tchécoslovaquie; il y a des raisons de croire qu'elle a ultérieurement développé ses arsenaux et mis au point de nouvelles stratégies, selon un programme prévu depuis déjà longtemps. Il s'agit donc d'une manoeuvre tactique prédisposée indépendamment de la Conférence de Genève. L'objectif final réel des Soviétiques n'est pas de réduire les Pershing ou les Cruise, mais d'empêcher qu'ils soient installés en Europe. L'URSS a organisé, dans ce but, une campagne spectaculaire, soi-disant pour la paix, mais dirigée, en réalité, contre les Etats-Unis et destinée à influencer négativement les gouvernements européens.

Les Soviétiques utilisent l'angoisse de la menace nucléaire et les idéaux élevés contraires à l'holocauste comme un instrument de déstabilisation qui accroît les dangers de guerre. C'est ce que devraient comprendre les non-communistes et surtout les catholiques qui participent aux campagnes orchestrées par Moscou pour maintenir le déséquilibre politico-militaire. Tout ceci est un exemple très clair de cette lutte idéologique qui est, en réalité, une sorte de guerre civile à l'échelle internationale; celle-ci concerne plusieurs pays et profite de l'espace que les systèmes démocratiques laissent ouvert à l'infiltration communiste, sur la base, justement, du principe de la liberté pour tous.

A tout ceci s'ajoute la complémentarité économique entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Les échanges sont nécessaires, en raison, également des difficultés économiques; mais il faudrait agir avec plus de précaution pour ne pas accorder à l'URSS de facilités financières particulières, pour ne pas donner à Moscou d'autres instruments de pression politique sur les pays européens.

La situation en Extrême-Orient joue un rôle important dans la politique soviétique en Europe. La logique occidentale serait plus encline à chercher un accord réel avec l'Europe; la logique soviétique tend, par contre, à une finlandisation de notre continent. C'est cela que les Soviétiques

entendent par sécurité, mot qui se traduit en russe par «biesapazna», c'est-à-dire absence de danger. Pour le Kremlin, la sécurité européenne est la sécurité de l'URSS en Europe et cette sécurité équivaut à une hégémonie.

Selon certains observateurs, tels que, entre autres, Robert Ford, ambassadeur du Canada à Moscou pendant 14 ans, la nomination d'Andropov a été soutenue par les Forces Armées et par le KGB. Ce fait a une influence sur la politique étrangère: Andropov doit leur laisser une certaine marge d'autonomie; d'où une plus forte agressivité contre les USA et une plus grande audace dans les pays européens, avec une arrogance qui arrive même à interférer ouvertement dans les affaires intérieures de ces pays.

On assiste au retour d'une orthodoxie idéologique qui épouvante. Je citerai, ici, quelques préceptes de Lénine adressés aux communistes; par exemple: «Exploiter les antagonismes, même transitoires, entre les adversaires, savoir les diviser, ne renoncer à aucun compromis, car l'essentiel n'est pas le compromis, mais plutôt l'objectif pour lequel on le crée». Et puis: «Si nous voulons détruire une nation, nous devons, tout d'abord, détruire sa morale». Les théories sociales avec leurs grandes promesses ont échoué et nous ont laissés dans une impasse. Les peuples libres de l'Occident pourraient comprendre qu'il existe, tout autour, de grands mensonges nés en toute liberté et pourraient ne pas se les laisser imposer trop facilement».

Je ne voudrais pas qu'il ressorte de tout cela un tableau trop sombre et menaçant. Si les intentions réelles de Moscou sont celles que j'ai indiquées, il n'est pas évident qu'elles doivent forcément se réaliser. Les Soviétiques pratiquent le *brinkmanship*; mais devant une résistance décidée, ils sont assez prudents pour s'arrêter et peut-être même pour revenir en arrière et attendre des occasions meilleures. La devise du général Kutusov à l'annonce de l'invasion napoléonienne est valable à ce propos «Vremia i tierpienie» (temps et patience).

Baucoup dépend donc des Européens, des peuples et des gouvernements. Le Krem-

lin est convaincu que personne en Europe et aux Etats-Unis n'aurait le courage de presser le bouton fatal (*the first strike*). Mais les Soviétiques, eux non plus ne veulent pas la guerre nucléaire, car ce serait un suicide pour eux aussi. La supériorité nucléaire et conventionnelle est une arme politique pour intimider l'Europe et pour y établir leur hégémonie, sans combattre. Mais attention aux erreurs techniques ou de calcul et attention, surtout, aux «zones grises» qui pourraient être l'objet d'une agression conventionnelle, comme cela s'est déjà passé en Afghanistan

Je me demande comment les Soviétiques évaluent ces risques. Il y a une phrase significative dans le livre du général belge Robert Close intitulé: «Encore un effort et nous aurons perdu la Troisième Guerre mondiale». Cette phrase est la suivante: «Gagner sans une guerre est le triomphe d'une stratégie bien pensée».

D'ailleurs l'URSS existe; nous ne voulons et ne pouvons pas l'éliminer. Nous avons également des devoirs envers le peuple russe écrasé par la Nomenklatura. L'Europe est malade, mais elle a une consistance démographique, industrielle et technologique qui n'est pas inférieure à celle des Soviétiques et elle a également un grand allié. Notre ressource est un réarmement moral, solide et soutenu par les consensus des peuples. Il faut répondre à la guerre psychologique par l'arme des valeurs réelles de notre civilisation.

Un point fondamental qui combinerait les exigences militaires et morales est l'adoption d'une stratégie de défense qui rendrait inutile l'énorme armement nucléaire et en missiles des Soviétiques. Mais n'oublions pas que l'URSS accomplit, en ce moment, dans le domaine spatial également, le maximum d'effort dans des buts cependant plus offensifs que défensifs.

Notre espoir est, de toute façon, que l'on arrive à un point tel que Moscou se décide à une véritable coexistence pacifique et ne souhaitons pas que cette technologie produise une spirale irréversible.

Rome, le 28 octobre 1983.

Ambassadeur Federico Sensi

MITTERRAND DEUX ANS PLUS TARD

Pietro Gerbore

Les élections municipales de mars 1983 ont été un banc d'essai pour le gouvernement de Mitterrand et il s'en est fallu de peu qu'il n'échoue. Le premier tour avait marqué une nette défaite. L'opposition avait obtenu 51,50% des voix dans les centres urbains et la coalition socialo-communiste 46,50% seulement. Le second tour a sauvé Mitterrand et son équipe et leur a accordé un peu de répit. Le désastre de la gauche, que l'on entrevoyait déjà au premier tour, a été évité, tout au moins pour le moment. Cette épreuve électorale devait confirmer que la France était divisée en deux parties égales entre la droite et la gauche et qu'il suffit du moindre déplacement de voix pour déterminer le succès. Mitterrand n'était arrivé à l'Élysée que grâce à un million et demi d'électeurs qui avaient déposé un bulletin blanc dans l'urne; son administration avançait à travers un chemin difficile, hérissé d'obstacles.

AUTORITE

La démission du Premier ministre Pierre Mauroy, sa reconfirmation et le nouveau cabinet marquèrent une pause dans la présidence Mitterrand. Il annonça à la nation, à travers un appel pathétique lancé à la radio, les nouveaux sacrifices auxquels elle devait se préparer. La douche écossaise des élections avait ébranlé la foi dans le camp gouvernemental dans sa mission réformatrice du socialisme. La crise du franc ne permettait plus de retarder le choix entre une politique d'ultérieure expansion socialiste dans un «encapsulement» protectionniste de la France et l'austérité. Après quelques hésitations, Mitterrand a choisi la seconde solution et provoqué, ainsi, des douleurs au parti communiste. Le nouveau gouvernement Mauroy avait pour tâche de dire aux Français des vérités désagréables. Il ne restait, naturellement, plus qu'à voir jusqu'à quand la majorité actuelle aurait soutenu une politique conservatrice d'économie et de réduction de la consommation.

Après son succès électoral de 1981, Mitterrand avait voulu créer des emplois et animer la demande de produits, montrant par là au monde une nouvelle France socialiste. Ces mesures eurent des répercussions naturelles sur la valeur du franc. Il fallait déjà, dès l'été 1982, corriger cette politique, et ceci ne suffit pas. Au printemps 1983, il fut lancé, parallèlement à une troisième dévaluation du franc, un programme de restrictions qui devait limiter le pouvoir d'achat et réduire le déficit de la balance commerciale. Parmi ces restrictions figurait, également, celle du tourisme français. Mitterrand tenta de dévier l'attention de cette mesure «réactionnaire» en lançant une campagne contre les Français qui exportaient leurs capitaux à l'étranger.

L'austérité socialiste mettait à dure épreuve la présence de communistes au sein du gouvernement et l'expulsion de France de 47 membres de l'ambassade soviétique à Paris accrut leur embarras. La position prise par Mitterrand au sujet des missiles américains présentait, elle aussi, une difficulté sérieuse pour ses partenaires. Il était cependant conseillé, aux uns et aux autres, de ne pas provoquer de rupture: les communistes ne voulaient pas renoncer aux miettes d'influence administrative; le président avait besoin de leurs voix pour conserver la façade de la gauche au pouvoir, pendant que le parti socialiste bénéficiait de leur décadence.

LE TROISIEME HOMME

Un Troisième Homme apparaissait, entre-temps, sur la scène politique.

Les sondages d'opinion donnaient, après l'annonce du programme économique, de mauvaises nouvelles au président. Un nom nouveau émergeait comme celui de l'homme le

plus adapté pour remettre de l'ordre dans l'économie: Raymond Barre. A côté de Giscard d'Estaing et de Chirac, dont le conflit semblait s'être calmé, tout au moins apparemment, il s'annonçait comme la troisième figure marquante de l'opposition.

L'ex-Premier ministre se présentait aux yeux du public comme un «solitaire» sans clientèle; bien que formellement inscrit au parti gaulliste, il prenait ses distances de Chirac et comme député il était plus proche des giscardiens.

Aussitôt après 1981, il s'était plongé dans le silence; il n'en sortit que pour lancer des critiques toujours plus vives qui culminèrent en une énergique participation à la campagne électorale.

Barre parle comme un professeur d'économie, hors de tout parti; il reste au-dessus de sa polémique habituelle; il accorde son crédit au gouvernement socialiste pour quelques mesures, mais nie que ce dernier pourra rétablir l'équilibre de la balance commerciale en deux ans ou réduire l'inflation à 5%. C'est presque avec compassion qu'il parle du Premier ministre Pierre Mauroy; il insiste pour dire que sous la V^e république, toute la responsabilité retombe sur le président. Barre conseille à l'opposition de sauvegarder le pluralisme dans ses propres rangs.

Un sondage de «France Soir» sur la popularité du gouvernement, effectuée en avril dernier, ne lui accordait que 38% de voix favorable et 34% à Mauroy. Le pourcentage des insatisfaits s'élevait à 53%.

AGITATION DE MAI

On aurait pu croire que le printemps remettrait les esprits en fermentation: un vent de révolte soufflait dans les démonstrations des étudiants devant l'Assemblée nationale. Des voix dissidentes se levaient des rangs socialistes.

Un document présenté à Mitterrand et rédigé par Jean Poperen, deuxième secrétaire du parti, reprenait les motifs classiques: il accusait la droite de préparer «un coup à la Chili»; il déclarait explicitement que la gauche était moins soutenue par la population. Poperen se faisait le porte-parole des petits et moyens fonctionnaires, la colonne portante du parti et il demandait que l'on cesse de leur faire supporter la plupart des sacrifices économiques; il adoptait un ton sectaire vis-à-vis de l'industrie et de la finance.

Ce document manifestait le mécontentement qui couvait au sein du parti. Le 1^{er} Mai - pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir de Mitterrand - les organisations syndicales communistes (CGT) et socialistes (CFDT) ont défilé en cortège de la gare de l'Est à la Bastille. L'indépendante Force Ouvrière (FO) a défilé toute seule de la Bastille jusqu'au Mur des Fédérés, au Père-Lachaise: indifférente aux appels du gouvernement, elle protestait contre sa politique.

Le Syndicat National du Patronat Moderne et Indépendant (SNPMI), une association de petits commerçants et entrepreneurs, a organisé, lui aussi un «Défilé de la Liberté»: pendant que la Gauche marchait sur la rive droite de la Seine, cette droite passait sur la gauche de l'Espanade des Invalides jusqu'au Panthéon. Le mot «Pour» sur les banderoles du cortège socialo-communiste exprimait néanmoins un consensus au gouvernement, tandis que du cortège de FO se levaient des voix de protestation et une invitation à une grève générale.

Cette agitation s'est prolongée jusqu'à mi-mai. Les étudiants ont continué à protester contre la réforme de l'Université et à livrer bataille à la police. Les cortèges de protestation se sont transformés en tumultes nocturnes dans le Quartier Latin. Un sondage d'opinion de «Paris Match» confirmait que 52% des interviewés étaient insatisfaits de ce que Mitterrand avait fait jusqu'à ce jour.

Un observateur étranger pouvait écrire: «Au lieu de la domination d'un Robespierre avec Mitterrand, annoncée à la droite il y a deux ans, le régime a abouti au Directoire». Le gouvernement éprouvait une extrême difficulté à pratiquer une politique de gauche; le parti socialiste était loin de l'unité. Deux ans après l'avènement de Mitterrand, il semblait s'être arrêté à la rigueur. Dans les colonnes du quotidien «Le Monde», le socialiste de gauche,

Chevènement, accusait le gouvernement d'osciller entre l'illusion et la résignation: il parlait d'«indépendance nationale» et faisait entendre des accents anti-américains.

Au cours de la dernière décade de mai, la droite, avec Giscard d'Estaing dans son discours de Lyon, et la gauche, avec l'ex-ministre de l'Industrie, Chevènement, attaquaient âprement la politique économique, quand Chirac prit la parole pour proposer un référendum sur le «Plan». Lors d'une interview avec l'hebdomadaire «Le Point», Chirac critiqua «la tête de Janus» et l'incompétence de la politique de Mitterrand et affirma que le rapport des forces entre la Gauche et la Droite était de 45 à 54. Une consultation populaire sur la politique économique et surtout sur la sortie préméditée du «serpent monétaire» était devenue nécessaire. Barre reprit la proposition: lui aussi, dénonça le renversement des forces.

Les observateurs étrangers remarquaient une «européanisation des gaullistes». Lors d'une assemblée du Comité Central du Rassemblement pour la République, devant 400 auditeurs, durant les premiers jours de juin, on a parlé d'une «relance européenne». Cette évolution soudaine des épigones de De Gaulle était attribuée tant au désir d'affaiblir le vent qui soufflait dans les voiles de Giscard que d'une manoeuvre pour embarrasser Mitterrand. Chirac soulignait la nécessité que les oppositions s'unissent au nom d'une politique européenne. Le but final de cette tactique semblait être la présentation d'une liste unie de candidats aux prochaines élections pour le Parlement européen. Il y a quatre ans de cela, les gaullistes n'avaient recueilli, sous le sigle sceptique et distancié DIFE (Défense des Intérêts de la France en Europe), que 16,50% des voix, se plaçant derrière les giscardiens qu'ils avaient taxés de «parti de l'étranger. Or, ils motivaient l'évolution avec des arguments variés, ils soutenaient avec vigueur une augmentation des compétences de ce Parlement.

L'AUTOCRITIQUE DE MITTERRAND

Au cours des premiers jours de juillet, un petit hebdomadaire de gauche «Témoignage Chrétien» a reporté des passages d'une conversation de Mitterrand avec le journaliste Blanchard. Mitterrand semblait hésiter à poser une deuxième candidature à la présidence. Il regrettait de ne pas avoir procédé à une dévaluation plus forte du franc aussitôt après son élection. Il avouait avoir sous-évalué la puissance des «groupes d'intérêts» et du «corporatisme» en France. Il traçait de nostalgiques parallèles avec le gouvernement de Front Populaire de Léon Blum des années Trente et ses réformes. Il illustrait les avantages et les inconvénients de la durée garantie de son mandat; il pensait que la crise n'aurait pris fin qu'en 1984 et le socialisme aurait dû démontrer, au cours des années 1984-85, qu'il n'était pas qu'une orthodoxie financière. Il admettait que la lutte de classe se serait poursuivie, peut-être, pendant 15 à 20 ans encore. Il craignait une répétition des conditions de guerre civile qui existaient en 1934.

Mitterrand tentait probablement, avec ces mots, d'apporter une retouche à sa propre image de socialiste, image compromise par sa politique économique.

Les observateurs constataient, au début de l'été dernier, des divergences dans la stratégie de la gauche. Après un voyage à Moscou, le communiste Georges Marchais s'opposa à la politique nucléaire de Mitterrand et demandait que la force de frappe soit incluse dans le calcul de l'équilibre à la conférence de Genève.

PASSIF ET ACTIF

L'année 1983 a mal commencé: l'augmentation, en janvier, du déficit de la balance commerciale au mois de janvier laissait prévoir un déficit global pour l'année en cours de 115 milliards de francs contre les 92,7 milliards de 1982.

Le nombre des chômeurs semblait se stabiliser aux alentours des deux millions, avec une augmentation de 3,8% par rapport à 1982.

En février, l'augmentation des prix (par rapport au mois correspondant de l'année précédente) était évaluée à 9,2%.

Les observateurs notaient deux courants au sein du gouvernement du parti socialiste: les réalistes et les utopistes. Le remaniement ministériel avait écarté les derniers. Avec les ministères des Finances, de l'Economie et du Bilan, Jacques Delors avait, dans ses propres mains, tous les fils de la conjoncture. C'est un technocrate, provenant des syndicats catholiques, qui a travaillé à la Banque de France. Il ne se lasse pas de dénoncer l'inflation comme le mal principal; c'est un champion de l'intégration européenne et de la liberté du commerce; il doit, entre autres, se défendre contre les tendances utopiques et isolationnistes qui ont du mal à mourir. La substitution au ministère de l'Industrie de Jean-Pierre Chevènement par Laurent Fabius pouvait être interprétée comme une plus grande attention accordée à l'industrie privée. Laurent Fabius a 34 ans; c'est un partisan de l'austérité et il est assez libéral.

Dans le domaine économique, également, les élections municipales et le remaniement ministériel ont marqué un tournant du gouvernement Mitterrand. Le 24 mars, un Conseil des Ministres a délibéré un programme d'économie destiné à réduire le déficit de la Sécurité Sociale et du commerce extérieur. Les Français devront se serrer la ceinture. Il était prévu un emprunt forcé de 10% de la valeur des impôts sur le revenu et sur le patrimoine, une augmentation des contributions à la Sécurité Sociale à raison de 7% du salaire, une augmentation de 8% des tarifs de l'électricité, du gaz, du téléphone et des chemins de fer, l'introduction d'une taxe sur le tabac et les boissons alcoolisées, une contribution des malades aux frais d'hospitalisation, une réduction à un maximum de 2000 francs pour les devises attribuées aux touristes.

Ces mesures étaient particulièrement douloureuses pour le parti socialiste. Il devait faire de nécessité vertu, mais n'aurait pu réprimer longtemps un sourd murmure qui montait de ses rangs. Elu pour traire les «riches», Mitterrand devait demander des sacrifices aux moins riches. Comme le disait Mauroy, l'heure de la vérité a sonné. La majorité était contrainte d'entendre l'opposition proclamer son échec. Il se posait, entre autres, le problème de savoir si l'opération chirurgicale était assez radicale et efficace. Est-ce que la réduction prévue de 2% dans la demande interne aurait suffi? Quel est l'usage que l'on entendait faire des 14 milliards qu'avait fourni l'emprunt forcé? Les observateurs remarquaient que le programme était entièrement dominé par le contrôle sur la demande et qu'il négligeait la production c'est-à-dire les entreprises. Il était imposé à ces dernières de nouvelles charges, mais aucune donnée encourageante, c'est-à-dire des facilités fiscales dans les contributions.

Le printemps a apporté une surprise désagréable: les chiffres détaillés de la balance des paiements pour 1982. Ce déficit avait atteint 78,7 milliards de francs, soit le triple de l'année 1981, alors qu'il ne s'élevait encore qu'à 25,8 milliards. Malgré un gros afflux de capitaux, la position nette vis-à-vis de l'étranger avait empiré et arrivait à 48,8 milliards. Le commerce extérieur n'était pas le seul souci. En 1982, son déficit devait atteindre le record de 104,5 milliards.

Le premier avril a marqué l'arrivée de ce que «Le Quotidien de Paris» a appelé un poison d'avril: les augmentations tarifaires annoncées. Une armée d'agents de police s'abattait sur le petit commerce pour empêcher qu'il ne se venge sur les consommateurs. Des cris de douleur ne s'élevaient pas seulement des rangs de la bourgeoisie; ils provenaient, également, du camp socialiste. Un rayon de soleil est cependant venu pour l'initiative privée. Le dernier jour du mois d'avril, le gouvernement a présenté un paquet de mesures pour favoriser son développement, mesures dont la plus importante était la création d'un fonds de trois milliards de francs pour le «renouveau industriel».

L'évolution de Mitterrand vers l'orthodoxie économique a été complétée le 9 mai par un discours aux ministres de l'OCDE, au cours duquel il demandait une nouvelle conférence monétaire au niveau le plus haut et souhaitait des «parités réalistes».

Quelques jours plus tard, la France reçut en prime, pour ce «redressement moral du socialisme», un prêt de la Communauté Européenne de 30 milliards de francs pour faciliter la couverture de son déficit dans la balance des paiements. La garantie de ce prêt est le programme d'austérité.

Les observateurs pouvaient enregistrer des indices contradictoires de la situation au cours des premières semaines de l'été. Le taux d'inflation du mois d'avril (1,4%) était le plus

élevé depuis juillet 1981. La hausse du dollar causait des soucis parce qu'il augmentait le coût des importations. La politique de l'austérité tardait à donner des résultats. La Banque Nationale de Paris confirmait les prédictions de l'Institut de Statistiques: l'épargne aurait diminué en 1983. Les entrepreneurs réduisaient leurs investissements. Une consolation venait du front du travail: le chômage était descendu au-dessous de deux millions. Cependant, la dette publique croissait. Les statistiques de l'OCDE faisaient ressortir qu'au cours des quatre premiers mois de l'année, la France avait perdu un total de 4,5 milliards de dollars auxquels il fallait ajouter le crédit accordé par la Communauté Européenne. Selon les calculs des observateurs les plus autorisés, le total de la dette extérieure s'élevait, à fin mai, à 375 milliards de francs, soit environ 50 milliards de dollars. La crise de la Sécurité Sociale devenait aiguë. Selon l'Institut National de la Statistique, les prestations sociales étaient montées de 17,7% du produit national brut en 1970 à 25,4% en 1982, ce qui correspondait à un chiffre de 811 milliards de francs, soit le bilan de l'Etat. Les impôts et les taxes, aussi, avaient augmenté et ils s'élevaient à 48,7% en 1982. A part les conséquences pour l'économie nationale, il se posait le problème du financement de ces sommes. Sur quel groupe social pesaient-elles le plus? Selon les chiffres de la Comptabilité Nationale, l'épargne des entreprises était descendue de 8% du produit national brut en 1970 à 4,7% en 1982. En vue de cela, l'Association Nationale des Entrepreneurs avait dénoncé l'accord avec les syndicats à partir du mois de novembre prochain. La pomme de la discorde est un trou de 12 milliards de francs dans la Caisse de Chômage. Actuellement, les employeurs et les travailleurs contribuent avec des pourcentages sur les salaires de 3,48% à 1,32%, 70% environ des dépenses de la Caisse administrée de façon paritétue. Les 30% restants proviennent de l'Etat.

FRANCE ET ALLEMAGNE

Là où la Grande-Bretagne a trouvé le ton et le style de la diplomatie qui conviennent à une puissance déchue dans la hiérarchie mondiale, la France semble ne pas pouvoir renoncer aux oripeaux de la grande politique.

En février, Cheysson s'est rendu à Moscou où il a vainement tenté de convaincre Andropov que la force de frappe ne doit pas être incluse dans l'équilibre général européen, parce qu'elle est absolument indépendante. L'expulsion de la France de 47 citoyens soviétiques n'a guère amélioré les rapports avec le Kremlin.

En avril, Mitterrand a accompli une visite officielle en Suisse, juste au moment où le programme d'austérité posait de graves entraves au tourisme français dans ce pays.

Au début du mois de mai, à la veille de la conférence de Williamsburg, les observateurs remarquaient des blessures dans l'âme susceptible de la France. Avec un mélange d'accusations dirigées surtout contre les Etats-Unis, mais également contre les partenaires de la Communauté Européenne, et avec une sorte de repliement coléreux sur elle-même, la France se dirigeait vers un isolement tout en cherchant à tirer des avantages de sa position d'outsider. En fait, dans le domaine économique, il n'y avait pratiquement que des contrastes entre la France et les Etats-Unis. Nulle part ailleurs le manque d'harmonie n'était aussi grand qu'entre Paris et Washington. Il allait des problèmes monétaires et du commerce extérieur en passant par ceux de la conception d'une politique économique nationale, jusqu'aux thèmes du commerce entre l'Est et l'Ouest. Selon l'opinion française, le déficit du budget américain, avec un taux élevé des intérêts bancaires et la réévaluation explosive du dollar étaient la cause de tous les maux.

Le voyage de Mitterrand en Chine, au cours du même mois de mai, est resté vide de contenu politique et peu d'affaires ont été conclues.

La déclaration de Williamsburg sur la sécurité a provoqué des réactions défavorables chez les alliés communistes.

Un voyage de Cheysson au Proche-Orient, en juillet, est resté entouré de la plus grande discrétion. Que cherchait la France dans ces régions? Mystère. Toujours au cours du même mois, un voyage de deux semaines du chef de la diplomatie française en Amérique Latine et à

Cuba a été interprété comme un effort vain pour esquisser une propre politique française conforme aux postulats du gouvernement de gauche et se différenciant de celle des Etats-Unis.

Toute cette diplomatie itinérante reflétait donc une manifestation du malaise français qui s'étendait de l'économie à la politique étrangère. Là où la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale ont trouvé l'ubi consistam, la France s'agite en une vaine instabilité entre les rêves laissés par De Gaulle et la réalité de sa décadence.

Le pivot de la situation internationale française est représenté par les rapports avec la Bundesrepublik saine, bien installée et forte: Charles De Gaulle réussit, en 1945, la formation d'une administration unie en Allemagne qui, un jour ou l'autre, aurait abouti à un Etat unifié (comme cela a eu lieu en Autriche). Mais la vis durans des Teutons a fait de la Bundesrepublik un organisme infiniment plus robuste que celui de la France. Cette dernière préserve les oripeaux de la (fausse) victoire, mais la Bundesrepublik en a renversé les conséquences.

Ce furent la France et l'Allemagne qui, en avril 1978, au cours d'une conférence de la Communauté Européenne à Copenhague, lancèrent l'idée d'un système monétaire européen (SME). Leur initiative apparut doublement exclusive. Elle surprenait leurs partenaires et portait l'empreinte de Schmidt et de Giscard. Les motifs des deux hommes n'étaient pas évidents. On parla d'un besoin d'une émancipation monétaire vis-à-vis du dollar. Il fut attribué au président français l'intention d'obtenir une discipline économique interne à travers le lien externe des monnaies. Les concordances des pensées de Schmidt et de Giscard sur la stabilité politique et leur amitié personnelle apparurent déterminantes.

L'un et l'autre éléments furent remis en question en 1981 avec l'élection de Mitterrand. Sous l'administration de Kohl la stabilité allemande demeura inchangée. Par contre, la France s'éloigna toujours plus, à cause de sa politique économique expansionniste et de sa politique sociale excessive, de la convergence stratégique européenne qui était le postulat du SME. Les aventures protectionnistes ne pouvaient pas arrêter la détérioration de la balance des services en France. Les marchés des devises révélèrent impitoyablement les faiblesses de la France. La solidité du mark allemand, accrue après la victoire de Kohl, accentua les tensions entre les deux pays.

Mais des facteurs politiques, eux aussi, ont joué.

La 41^e rencontre au sommet franco-allemande, à mi-mai, a constaté un accord sur les problèmes de la sécurité et des divergences dans les secteurs monétaires et économiques. Le déficit de 10,4 milliards de francs que doit supporter la France dans ses échanges commerciaux avec l'Allemagne fédérale rien que pour le premier trimestre 1983, était un grave symptôme de la faiblesse française à l'égard de son partenaire. Les deux parties s'accusaient réciproquement de crypto-protectionnisme et les prix agricoles européens causaient une autre source de friction. La nouvelle rencontre entre Mitterrand et Kohl, en juillet, a porté presque exclusivement sur l'installation des missiles américains.

Deux ans après son entrée à l'Elysée, due moins à la volonté d'une majorité qu'à l'abandon de Giscard, de la part de la France encore gaulliste, Mitterrand doit affronter les conséquences de cette union hybride qui est exprimée dans le terme «social-démocratie». Le socialisme tire ses forces d'une utopie, d'une division nette entre «riches» et «pauvres», de l'espoir chez les plus (pauvres) de traire des moins (riches) sans les faire hurler, en oubliant le fait que riches et pauvres sont des éléments qui se complètent et qui sont tout aussi nécessaires pour une économie saine. Si le riche devient pauvre, le pauvre devient encore plus pauvre; et un gouvernement social-démocrate, comme celui de François Mitterrand, doit réfléchir à cette constatation.

Comment Mitterrand gouvernera-t-il au cours des cinq dernières années de son mandat, c'est là un problème.

Pietro Gerbore

NOTES SUR L'ECONOMIE FEDERALISTE

(d'Alexandre Marc)

Votre collaborateur Dacirio Ghidorzi Ghizzi consacre quelques considérations intéressantes à la conception proudhonienne de l'économie développée de nos jours par le fédéralisme dit englobant (ou intégral). Sur plusieurs points importants: minimum social garanti, crédit social individualisé, etc., D. Ghidorzi Ghizzi nous apporte son adhésion intellectuelle, ce dont nous ne pouvons que le remercier.

Toutefois, il paraît rejeter l'originale solution institutionnelle sans laquelle le reste de l'édifice ne peut que s'écrouler: *la dichotomie* - plutôt que la division - de l'économie en deux zones.

C'est évidemment son droit, mais il me semble que ce rejet est basé sur un malentendu. En effet, nous lisons (page 5 du Bulletin Européen n° 7, juillet 1983) les deux assertions suivantes:

1. «L'économie ne se prête pas à des séparations rigides. Elle est plutôt réglée par la loi des vases communicants».
2. «La planification partielle est comme l'intégration partielle. Tôt ou tard on s'aperçoit que l'on ne peut en rester (...) aux premiers stades...».

La méconnaissance de ces deux principes risque, d'après notre auteur, de nous éloigner des solutions fédéralistes.

Or, il me serait facile de produire de très nombreux textes, signés par mes amis ou par moi-même, qui disent exactement la même chose!

En vérité:

1. Entre la zone de production prescrite (par les besoins *fondamentaux* s'entend) et la

zone de production libre, il existe de nombreux *vases communicants* (expression que je n'ai cessé d'utiliser).

2. En rigueur de terme, et contrairement à une erreur souvent commise, la planification que nous préconisons n'est pas partielle: elle est et ne peut être qu'englobante (comme D.G.G. le dit lui-même).

Mais, que l'on veuille bien faire attention: «englobant» ne veut pas dire homogène, moniste ou, à fortiori, totalitaire. La conception fédéraliste part de la phénoménologie du réel: or, le réel économique, aujourd'hui, est fondamentalement hétérogène ou, si l'on préfère, diversifié.

La bi-zone n'est donc pas notre invention, mais une conséquence tirée de la réalité. C'est aussi l'une des principales «clefs» du succès possible, voire probable, du fédéralisme.

J'ajoute que ce qui distingue essentiellement notre planification de toutes les autres, c'est:

- A. son caractère diversifié, la méthodologie de conception et d'application étant radicalement différente dans les deux zones;
- B. le refus de l'étatisme, même «raisonnable», même camouflé, même rampant - comme celui qui nous menace aujourd'hui en Occident: danger mortel dont je pense que Dacirio Ghidorzi Ghizzi est aussi conscient que nous-mêmes.

Alexandre Marc

LE CHOMAGE EN EUROPE

«La lutte contre le chômage, et particulièrement celui des jeunes, c'est aussi, et même de plus en plus, notre affaire. Notre action en ce domaine est devenue aujourd'hui indispensable».

Les 170 élus locaux et régionaux des 21 pays membres du Conseil de l'Europe qui se sont retrouvés du 18 au 20 octobre à Strasbourg lors de la 18^e session de la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux, en sont en tout cas parfaitement convaincus. Et c'est bien là le message essentiel qu'ils entendent faire comprendre aux gouvernements des 21 ainsi qu'à toutes les collectivités locales et régionales européennes.

LES POUVOIRS LOCAUX FER DE LANCE DE LA LUTTE

Dans de nombreux pays européens les communes et les régions assurent la plupart des investissements publics (parfois jusqu'à 70%). Or ces investissements ont un effet non seulement sur la productivité mais aussi sur l'emploi.

Les élus sont en même temps des hommes de terrain, confrontés quotidiennement aux réalités économiques et sociales, mieux placés souvent que leurs gouvernements pour intervenir à bon escient. C'est dire le rôle important qu'ils peuvent jouer dans la lutte contre le chômage. Cependant, beaucoup d'entre eux hésitent encore à faire usage des pouvoirs, souvent beaucoup plus importants qu'ils ne le croient. Les pouvoirs centraux, quant à eux, n'encouragent pas les autonomies trop sûres d'elles-mêmes.

A la lumière d'expériences réalisées et réussies dans différentes régions des pays membres du Conseil de l'Europe, les 170 élus de la Conférence ont adopté plusieurs textes, dont la résolution du rapporteur général M. J.A.M. Reijben, maire de Heerlen (Pays-Bas). Celle-ci propose toute une série de mesures que les collectivités locales peuvent prendre, face au défi du chômage:

Donner la priorité aux petites et moyennes entreprises.

Aux Etats-Unis par exemple, on a constaté que les petites entreprises ont permis la création d'environ 80% des nouveaux emplois. Plusieurs régions européennes (en Italie et en R.F.A.) ont aussi réussi un décollage économique reposant presque exclusivement sur le dynamisme de PME (petites et moyennes entreprises) indépendantes.

Intervenir rapidement pour prévenir la fermeture d'entreprises en difficulté temporaire.

Le rôle des autorités locales serait alors d'alerter les pouvoirs publics et d'apporter, si nécessaire, des aides directes (prêts, allègements fiscaux...) en concluant des conventions. Dans le cas où une entreprise dépose son bilan, les communes pourraient encourager la constitution d'une coopérative ouvrière.

Mener une politique d'aide directe aux entreprises pour inciter à embaucher.

Au Royaume-Uni, les pouvoirs locaux accordent des aides à l'investissement et créent des zones spéciales dans lesquelles des allègements fiscaux et administratifs sont concédés aux entreprises qui s'y installent. Les communes et les régions peuvent intervenir aussi dans la formation professionnelle. Ainsi des villes suisses ont ouvert des chantiers pour jeunes chômeurs. Des villes britanniques ont créé des centres pour initier des jeunes à s'établir à leur propre compte.

Favoriser l'initiative locale de création d'emplois:

Une manière d'offrir aux jeunes des expériences de travail et à la population de nouveaux services et activités. Ces emplois, créés par les collectivités locales, pourraient être conçus dans des domaines comme l'animation sociale, les garderies d'enfants, l'aide aux personnes âgées, aux handicapés, la récupération du verre, des métaux, des vieux papiers, la récupération de chauffage, le traitement des déchets, la lutte contre le bruit, la pollution etc...

Les gouvernements devraient reconnaître que sans le concours actif des autorités locales et régionales, il n'est pas possible de mettre en oeuvre une politique efficace et cohérente en matière d'emploi. Ainsi, la Conférence insiste pour que les gouvernements élargissent, là où c'est encore nécessaire, les compétences des pouvoirs locaux et renforcent la coordination et l'élaboration de stratégies communes. Enfin, les pouvoirs locaux devraient pouvoir disposer du «nerf de la guerre», à savoir d'un budget suffisant pour faire face à la crise. C'est pourquoi la Conférence a aussi lancé un appel à toutes les collectivités locales et régionales européennes les invitant à redéfinir leurs priorités budgétaires. En particulier, elle les a invitées, à partir de 1984, à augmenter leurs investissements de 10 à 20%, dans la mesure où un tel effort concerté de la part de toutes les communes et régions européennes pourrait produire un effet macro-économique important et avoir une incidence significative sur le chômage en Europe. Plusieurs délégués présents se sont déjà engagés à répondre à cet appel.

Les élus locaux et régionaux ont par ailleurs décidé d'organiser avant 1985, Année Internationale de la Jeunesse, une grande conférence en vue de confronter les expériences des communes et des régions engagées dans cette lutte anti-chômage. De même, il est prévu le lancement d'une campagne de sensibilisation sur le chômage des jeunes, auprès des communes européennes. Faut-il rappeler finalement qu'en 1990, près de 22 millions d'Européens (1 sur 8), pourraient se trouver sans emploi?.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

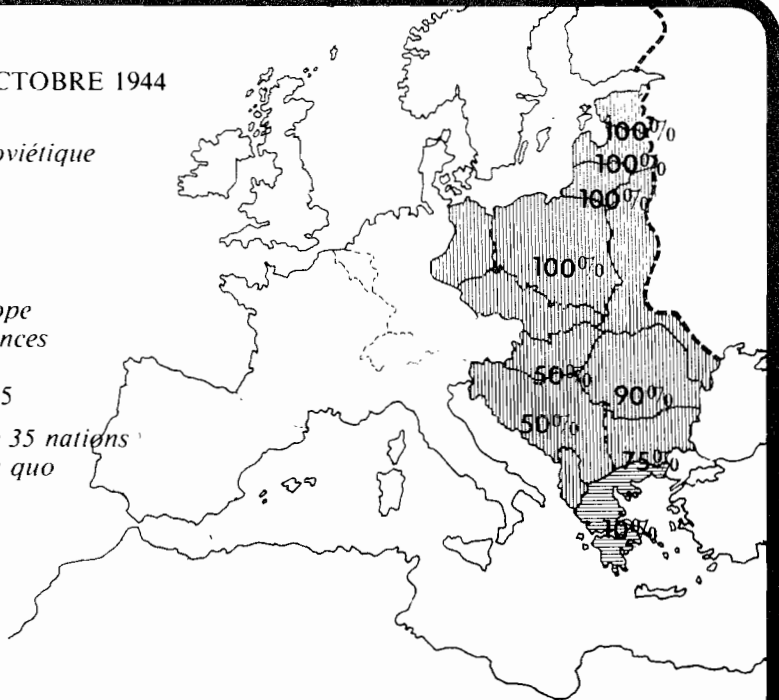
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
reconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

<i>M. Contri: Les frontières de l'Europe</i>	1
<i>J.C. Dragan: Symposium International «Cantacuzène»</i>	3
<i>Jean-Paul II à Vienne - 1683: L'Europe reste chrétienne</i>	5
<i>F. Sensi: Les Objectifs et les méthodes de la politique soviétique vis-à-vis de l'Europe</i>	8
<i>P. Gerbore: Mitterrand deux ans plus tard</i>	11
<i>A. Marc: Notes sur l'Economie Fédéraliste</i>	17
<i>Ducuments du Conseil de l'Europe</i>	18

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)
Edizioni Nagard Srl-Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06)679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n. 16966 del
15.10.1977 (già n. 1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa Nagard» Milano, Via Larga 11